

JULIE LAERNOES

Députée de la 4^e circonscription de Loire-Atlantique



6 MOIS D'ACTION EN VOTRE NOM !

6 MOIS EN CHIFFRES



3 discours à la tribune
61 interventions longues
10 questions au gouvernement

111 amendements proposés
23 propositions de loi signées



91% participation aux votes
Parmi les 150 député-e-s les plus actif-ve-s

Plus de 50 RDV en circonscription



Sources : nosdeputes.fr et datan.fr

Il y a six mois, vous m'avez fait l'honneur de m'élire députée, pour vous défendre, et porter haut la justice sociale, l'écologie et le renouveau démocratique.

Crise énergétique, inflation, urgence climatique et sociale : ces premiers mois furent intenses, exigeants, parfois rudes aussi face aux outrances de l'extrême-droite, ainsi qu'à l'absence totale de dialogue et l'exercice solitaire du pouvoir du gouvernement.

Aujourd'hui, il me semblait important de vous partager un premier bilan de mon action, sur le terrain comme à l'Assemblée nationale, au service des progrès sociaux et du climat, en opposition aux mesures autoritaires, antisociales et climaticides de la majorité relative d'Emmanuel Macron.

Julie Laernoës



À L'ASSEMBLÉE

Depuis juin 2022, j'ai rejoint la commission des Affaires économiques où je travaille sur les sujets de l'énergie, du logement, de l'urbanisme et de l'agriculture. Je suis également membre de la commission des Affaires européennes, dans laquelle nous exerçons une veille des grands projets européens.

Je préside le groupe d'amitié France/ Pays-Bas, dans lequel je compte bien conduire des actions pour renforcer les liens et la coopération entre les Parlements de nos deux nations.

J'ai aussi été nommée vice-présidente de la première commission d'enquête de cette législature qui porte sur la sécurité énergétique de notre pays.

► Protéger les plus modestes

Plan massif pour la rénovation des bâtiments, augmentation structurelle des salaires, taxation des superprofits... Les mesures d'urgence sont en réalité les mêmes que celles qui doivent guider l'indispensable transition écologique et sociale, pour baisser durablement les prix de l'énergie, pour mieux redistribuer, partager et préserver une planète viable.

Ce sont ainsi des centaines d'amendements en ce sens que nous avons défendu sur les projets de loi du pouvoir d'achat et des finances.

Ces propositions, le gouvernement a choisi de les balayer, par la succession de 49-3, pour protéger encore et toujours les intérêts d'un système économique addict à la croissance et aux énergies fossiles, qui nous mène droit dans le mur. Une fuite en avant intenable et irresponsable face aux urgences !

► Rattraper notre retard en matière d'énergies renouvelables

La question de l'énergie est, et sera, au cœur des débats parlementaires cette année ! Nous avons d'ores et déjà débattu de la loi relative aux énergies renouvelables, sur laquelle j'ai été particulièrement investie.

Avec mes collègues écologistes, nous avons défendu des amendements pour introduire une planification territoriale des renouvelables, privilégier les installations sur des zones déjà artificialisées et respecter la biodiversité, pour intégrer les installations photovoltaïques dans les aides à la rénovation énergétique des bâtiments...

Malgré des débats intenses, la loi ne fût pas à la hauteur des enjeux de la transition énergétique, pour sauver le climat et faire baisser de manière durable les prix de l'énergie. Une majorité de député·e·s, aveuglée par le mythe du nucléaire triomphant, n'a toujours pas saisi l'enjeu majeur d'accélérer la production d'énergies renouvelables.

► Soutenir les collectivités

Dans le projet de loi de finances pour 2023, fort de mon expérience d'ancienne élue locale, j'ai déposé des amendements pour renforcer les moyens des collectivités. Parce qu'elles jouent un rôle clé dans les services publics du quotidien.

Aujourd'hui, l'absence d'action du gouvernement, pour les protéger face à la flambée des prix, met d'ores et déjà en péril des services de proximité et menace les projets locaux liés à la transition écologique.



EN CIRCONSCRIPTION

► Défendre nos services publics et ses héros·ine·s du quotidien

À l'Assemblée nationale, je me bats pour le maintien de nos services publics de proximité et la revalorisation des personnels essentiels face à la politique de casse organisée par le gouvernement et les dirigeants publics.

Notre santé est en grave danger : épuisement des personnels, absence de moyens, gestion libérale de nos établissements. J'ai tenu à être présente auprès des grévistes du CHU de Nantes et j'ai rencontré le personnel des hôpitaux psychiatriques. La santé physique et mentale doivent avoir les moyens d'agir !

Aussi, face à la fermeture de cinq bureaux de poste ces dernières années dans notre circonscription, j'ai fermement dénoncé la stratégie du groupe La Poste de démantèlement du service public postal, lors d'une audition de son directeur général.

Concernant nos écoles, j'ai notamment interpellé le ministre de l'Éducation nationale sur la situation plus que précaire des accompagnant·e·s d'élèves en situation de handicap (AESH), afin qu'il agisse rapidement pour une amélioration de leur statut et de leur rémunération.

► Hébergement d'urgence : l'État doit prendre ses responsabilités !

Suite au cri d'alarme d'associations sur la situation des sans-abris, je me suis rendu en octobre dernier auprès d'une association gestionnaire de places d'hébergement d'urgence à Nantes, pour apporter mon soutien au personnel démuni face aux nombreuses familles sans logement.

Coupes budgétaires, suppressions de places : l'État porte l'entière responsabilité. La mise à l'abri relève de sa compétence. Aussi, je ne peux que relayer l'appel aux élu·e·s, lancé fin 2020 par la Maire de Strasbourg, à rejoindre une action en justice pour obliger l'État à agir. Et appeler à combattre l'ignoble loi contre les squats proposée par les alliés du gouvernement !

► Pour un aéroport enfin en phase avec le territoire

Couvre-feu non respecté, impacts sur la qualité de l'air, contrat de concession opaque : la colère du territoire ne cesse de grandir autour du réaménagement de l'aéroport Nantes-Atlantique, alors que l'État a toutes les cartes en main pour remédier à la situation.

J'ai ainsi interpellé à trois reprises le ministre des Transports sur ce sujet, suite à de nombreuses remontées des habitant·e·s et acteurs de terrain. Mais les réponses concrètes se font toujours attendre... Déterminée, je poursuis les échanges avec l'Autorité de Contrôle des Nuisances Aéroporтуaires et continue à m'investir pour faire bouger les lignes de ce sujet structurant pour notre territoire.

**RETROUVEZ-MOI À MA
PERMANENCE PARLEMENTAIRE**



**21 RUE PIERRE SÉMARD
44 400 REZÉ**

LES COMBATS À VENIR

► POUR NOS RETRAITES

La réforme des retraites du gouvernement est profondément injuste. Elle pénalise en particulier les travailleurs qui ont commencé tôt, ceux qui exercent des métiers éprouvants et les femmes, en raison de leurs salaires plus faibles et leurs carrières hachées. Chercher à faire des économies sur le dos des travailleurs est inacceptable, et nous ne le laisserons pas faire ! Ensemble, dans la rue comme au Parlement, nous restons mobilisés pour faire reculer le gouvernement et proposer un autre modèle, plus juste, qui prenne en compte les besoins et particularités de chacun.e et non pas les seuls intérêts financiers de l'État.

► POUR NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ

Notre système de santé est à bout de souffle. Géré comme une entreprise à coups de critères de performance et de coupes budgétaires, nous sommes aujourd'hui dans l'incapacité d'offrir un accès aux soins à tou-te-s ainsi que des conditions de travail dignes aux personnels. Il est urgent d'agir ! Comptez donc sur moi pour suivre avec attention la mise en œuvre des annonces promises par le Président, comme la sortie de la T2A, et pour porter la voix des professionnels de santé.

► POUR NOTRE AVENIR ÉNERGÉTIQUE

Notre système énergétique vacille. Pour le climat, pour des factures soutenables, pour sécuriser notre approvisionnement, il est urgent d'analyser les causes de notre vulnérabilité et d'agir. Tout ne peut et ne doit pas reposer sur la filière du nucléaire. Coûts, déboires techniques, sûreté, dépendances de l'étranger : il est urgent de sortir des réflexes de déni et de cette folle fuite en avant dans le nucléaire, qui menace gravement notre approvisionnement énergétique et impactera durablement les générations futures. Il faut diminuer notre consommation et les solutions existent : isolation des bâtiments, un vrai plan pour les transports collectifs, accessibles et abordables. Je serai donc extrêmement mobilisée ces prochaines semaines, dans le cadre de l'élaboration de la future loi Énergie-Climat, pour combattre la relance du nucléaire et porter le triptyque énergétique : sobriété, efficacité et énergies renouvelables.

ME CONTACTER ET SUIVRE MON ACTUALITÉ

julie.laernoes@assemblee-nationale.fr

